



FONDS POUR LA RÉALISATION DES OMD

## RAPPORT NARRATIF FINAL

République Démocratique  
du Congo

Fenêtre Thématique  
Prévention des crises et consolidation de  
la paix

**Programme commun Titre:**  
Appui à la stabilisation et prévention des  
conflits dans le Nord Kivu

---

Avril | **2013**

---

# Prologue

Le Fonds pour la réalisation des OMD a été créé en 2007 grâce à un accord historique signé entre le Gouvernement de l'Espagne et le système des Nations Unies. Avec une contribution totale d'environ 900 millions de dollars, le Fonds OMD a financé 130 programmes conjoints répartis en huit volets thématiques, dans 50 pays à travers le monde.

Le Rapport Narratif Final, rédigé par l'équipe en charge du programme conjoint, constitue une revue du programme menée par le Comité de Gestion du programme et du Comité National de Pilotage afin d'examiner les résultats obtenus au regard des objectifs initialement identifiés. Le rapport comporte cinq (5) sections. Section I : fournit une brève introduction sur le contexte socio-économique et les problèmes de développement abordés par le programme commun, et énumère les objectifs du programme. Section II : présente une évaluation des résultats du programme conjoint. Section III : décrit les bonnes pratiques et les leçons apprises à travers le programme conjoint. Section IV : porte sur la situation financière du programme commun. Section V : présente les commentaires et / ou informations supplémentaires.

Nous remercions l'ensemble de nos partenaires nationaux et l'équipe de pays des Nations Unies, ainsi que l'équipe du programme conjoint pour leurs efforts dans la réalisation de ce Rapport Narratif Final.

Le Secrétariat du Fonds pour la réalisation des ODM

**RAPPORT NARRATIF FINAL  
PROGRAMME CONJOINT F-OMD**

<p><b>Organisme(s) de l'ONU participant au programme</b></p> <p><i>Programme des Nations Unies pour le développement</i></p> <p><b>Organisations des NU participantes</b> PNUD, FAO, UNICEF</p>	<p><b>Secteur(s)/Domaine(s)/Thème(s)</b></p> <p>Merci d'indiquer la fenêtre thématique et les autres domaines thématiques pertinents</p> <p>Relèvement communautaires et prévention des conflits</p>						
<p><b>Titre du programme conjoint</b> Programme de Stabilisation et de Prévention des conflits dans le Nord Kivu</p>	<p><b>Numéro du programme conjoint</b></p> <p>63784</p>						
<p><b>Coût du programme conjoint [Répartition – le cas échéant]</b></p> <p><b>[Contribution du Fonds) :</b> USD</p> <p><b>Contribution du Gouvernement :</b> USD</p> <p><b>Contribution de base de l'agence :</b></p> <table data-bbox="164 1157 683 1289"> <tr> <td>PNUD :</td> <td>1 600 000</td> </tr> <tr> <td>UNICEF :</td> <td>1 200 000</td> </tr> <tr> <td>FAO :</td> <td>1 200 000</td> </tr> </table> <p><b>Autres : NEANT</b></p> <p><b>TOTAL : 4 000 000</b> USD</p>	PNUD :	1 600 000	UNICEF :	1 200 000	FAO :	1 200 000	<p><b>Programme conjoint [Localisation]</b></p> <p><b>Région(s) :</b> RDC</p> <p><b>Gouvernorat(s) :</b> NORD-KIVU</p> <p><b>District(s)</b> BENI</p>
PNUD :	1 600 000						
UNICEF :	1 200 000						
FAO :	1 200 000						
<p><b>Évaluation finale du programme conjoint</b></p> <p>Evaluation finale réalisée Non</p> <p>Rapport d'évaluation joint Non</p> <p>Date de livraison du rapport final :</p>	<p><b>Chronologie du programme conjoint</b></p> <p><b>Date de départ prévue à l'origine</b> Juillet 2009</p> <p><b>Date de fin</b> Juin 2012</p>						

## **Ministères techniques et/ou autres organisations (OSC, etc.) participant à l'exécution**

### Partenaires étatiques, services techniques

CTPR : Commission Technique de Pacification et de Réconciliation,  
EPSP : Direction Enseignement Primaire Secondaire et Professionnel,  
DIVAS : Division des Affaires Sociales,  
BCZS : Bureau Central de la Zone de Santé,  
IPAPEL : Inspection Provinciale de l'Agriculture Pêche et Elevage,

### ONG nationales et associations

OXFAM Québec, OXFAM GB ;  
BENEVOLENCJA ;  
ADRA : Agence Adventiste d'Aide et de Développement ;  
PROREN : Programme de Santé de la Reproduction Responsable au Nord Kivu) ;  
SAFDF : Solidarité des Associations Féminines pour les Droits de la femme et de l'Enfant ;  
AFNAC : Association des Femmes pour la Nutrition à Assises Communautaire ;  
CARITAS Beni-Butembo ;  
UCG : Université Catholique du Graben ;  
CEFADES : Centre de Formation et d'Animation pour un Développement Solidaire ;  
BCCO : Bâtiments, Conseils et Constructions ;  
BEATC : Bureau d'études architecturale et des travaux de construction  
AETD : Association des Experts Techniciens pour le Développement

## I. OBJECTIF

### A. contexte socio-économique et problèmes de développement abordés par le programme

**Du point de vue sécuritaire**, la période allant de 2009 à 2012 a été marquée, au Nord-Kivu par les faits politico-sécuritaires suivants :

- à partir de janvier 2009, des opérations conjointes entre le Rwanda et la RDC ont été organisées contre les FDLR ;
- arrestation de Laurent Nkunda par le Rwanda et lancement d'un processus d'intégration accéléré à travers lequel une grande majorité des forces du CNDP et du PARECO ont rejoint les rangs militaires FARDC. Ces événements ont été consolidés par la signature d'un accord historique entre le Gouvernement central et le CNDP, le 23 mars 2009 à Goma. Cet accord a formalisé l'intégration du CNDP dans l'armée et la police nationale.
- le CNDP a ensuite confirmé sa transformation en parti politique avec dorénavant la résolution de ses réclamations par la voie politique, notamment la libération des prisonniers ainsi que l'application de l'amnistie en faveur d'autres justiciables. A l'issue de cet accord une accalmie sécuritaire a été observée entre le gouvernement central et les groupes armés. On note néanmoins, des désaccords au niveau de l'exécutif provincial entre les députés et le gouverneur.
- Un rapport d'enquête de l'assemblée provinciale sur la gestion du budget 2009 de la province aurait identifié des malversations graves dans le budget, par le Gouvernement provincial. Ce rapport a été adopté à l'unanimité par les députés provinciaux, ce qui a conduit un groupe de députés provinciaux à adresser une motion de défiance contre le Gouvernement. Un grand nombre de réactions se sont alors fait entendre, créant une division au sein des députés : les uns soutenant la motion et les autres la rejetant. La session de l'assemblée provinciale qui devait voter pour ou contre la motion a été d'abord suspendue faute de quorum puis, le deuxième jour, ajournée pour non respect des procédures.
- Cette période a aussi été caractérisée par la tenue des élections présidentielles et législatives le 28 Novembre 2011, lesquelles ont fait l'objet de nombreuses contestations, les accusant de fraudes massives.
- Malgré ces développements positifs, les opérations contre les FDLR ont eu comme résultat des nouveaux mouvements de populations, surtout à Walikale, Rutshuru et Sud-Lubero. Malgré le retrait des forces Rwandaises, la question des FDLR ne semblait pas résolue car des poches de résistance continuaient à subsister et les groupes continuaient à perpétrer des attaques sur certains fronts.
- Au courant de l'année 2011 et au début de l'année 2012, des opérations militaires conjointes FARDC-MONUSCO notamment opérations Rwenzori et Radi strike sont lancées dans le Grand Nord-Kivu pour traquer les ADF-NALU ainsi que d'autres forces négatives. Ces opérations ont occasionné des déplacements de populations qui se sont réfugiées dans les pays voisins (Rwanda et Ouganda) ou à l'intérieur du pays.
- Les éléments militaires issus de l'ex-CNDP ont commencé à faire défection de l'armée loyaliste pour former un mouvement militaire dénommé Mouvement du 23 Mars (M23), lequel affronte les FARDC depuis avril 2012. Pour parer à ce problème, le commandement des FARDC a affecté un effectif important des FARDC dans le territoire de Rutshuru qui est la zone occupée par les mutins du M 23 laissant vides plusieurs localités de territoire de Beni, Lubero, Masisi, Walikale et Rutshuru qui sont actuellement en proie à des multiples exactions des groupes armés (MAYI MAYI, ADF/NALU, FDLR), causant ainsi d'important mouvements des populations.

### **Du point de vue socio-économique et humanitaire**

La traque des FDLR et ADF/NALU a entraîné de nouvelles vagues de déplacement de populations dans les territoires de Masisi, Lubero et Walikale. Un mouvement massif de retour des déplacés des camps périphériques de la ville de Goma a été enregistré vers le mois d'octobre 2009. Les statistiques publiées par OCHA pour ce mois d'octobre font état d'environ 675.672 nouvelles personnes déplacées internes et

490.612 personnes retournées. Ce retour massif des déplacés internes des camps de Goma et de la périphérie de la ville a bouleversé les prévisions des acteurs humanitaires. Ces mouvements de retour et de nouveaux déplacements ont également affecté l'activité économique de la population. Le Coordonnateur Humanitaire a par exemple lancé une allocation spéciale du Pooled Fund pour l'urgence du Sud-Lubero. Aussi, lors de la 2<sup>ème</sup> allocation du Pooled Fund de 2009 des enveloppes spéciales ont été consacrées pour les zones de retour à travers les clusters sectoriels tel que WATSAN, éducation, NFI/Abri, protection et sécurité alimentaire.

Actuellement, avec les affrontements entre d'une part l'armée loyaliste et les groupes armés étrangers (ADF/NALU et FDLR), et d'autre part l'armée nationale et les mutins, la situation humanitaire s'est sensiblement dégradée ; jusqu'en avril 2012 dans le territoire de Rutshuru on a enregistré 4.446 ménages déplacés internes, soit 23.230 personnes. Les zones de concentration des déplacés sont : Kibumba, Kiwanja, Kanyabayonga, Kirumba ; tous ces mouvements ont eu des incidences sur les activités menées dans la zone d'intervention du programme.

La concentration des FARDC dans le territoire de Rutshuru qui est la zone occupée par les mutins du M23 laisse vides plusieurs localités de Beni, Lubero, Masisi, Walikale et Rutshuru qui sont actuellement en proie à des multiples exactions des groupes armés (MAYI MAYI, ADF/NALU, FDLR), causant ainsi des mouvements des populations tel que détaillé ci-dessous :

- Lubero : 6000 ménages déplacés, soit 30.000 personnes,
- Beni (zone de santé de Oïcha) : 4.000 ménages déplacés soit 20.000 personnes.

## **B. impacts des résultats attendus du programme conjoint.**

### **Effet attendu :**

Réintégration durable des populations de Lubero et Béni dans les communautés d'accueil à travers la prévention et gestion des conflits intra et intercommunautaires, la dynamisation économique et l'augmentation de services sociaux de base.

### **Résultats attendus :**

1. Les conflits intra et intercommunautaires sont réduits et résolus pacifiquement ;
2. Les communautés retournées, relocalisées et d'accueil ont des opportunités de réinsertion économique ;
3. Les services sociaux de base ont augmenté aux bénéficiaires des populations retournées et des populations d'accueil.

## **C. contribution globale du programme conjoint au plan national d'action et ses priorités.**

Le programme proposé a pour ambition de contribuer à la réalisation de trois OMD en RDC : l'OMD 1 (éliminer l'extrême pauvreté et la faim), l'OMD 3 (égalité de sexe et autonomisation des femmes) et l'OMD 7 (assurer un environnement durable). Il est lié au principal instrument de planification et de politique nationale, le DSCR (Document Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté) et à son Plan d'Action Prioritaire (PAP) aussi bien au niveau national que provincial.

En outre, le gouvernement de la RDC a élaboré un plan de stabilisation appelé « Plan de Stabilisation et de Reconstruction de l'Est de la RDC » (STAREC) et ce programme conjoint répond aux priorités du STAREC. Il s'inscrit aussi dans la 4<sup>ème</sup> composante de l'ISSSS (international Stabilization and Securitization Support Strategy) intitulée retour, relèvement et réintégration.

#### **D. collaboration entre les différents partenaires du développement afin d'atteindre les résultats**

L'identification et la validation des sites de retour durable qui ont précédé la mise en œuvre du projet ont été faites de manière conjointe entre les agences d'exécution, les représentants de la partie nationale. Les partenaires du développement du programme ont privilégié l'approche participative dès les premières phases du programme tout en mettant en place les mécanismes d'appropriation par les bénéficiaires (autorités locales, acteurs directs, bénéficiaires indirects).

Un dispositif de suivi a été développé avec les autorités administratives (en incluant les services techniques ministériels) tant au niveau national, provincial, territorial que local. Par exemple un cadre de concertation d'appui aux activités a été mis en place, présidé par l'autorité locale et la société civile avec les membres des services techniques de l'Etat (Développement rural, affaires sociales, genre, jeunesse, etc), les confessions religieuses, la PNC, ONGs. Ce comité s'est réuni régulièrement au niveau du territoire pour effectuer un suivi de la réalisation effective des activités, de leur état d'avancement, des changements significatifs observés, des défis et des difficultés rencontrés et pour rechercher des solutions aux problèmes rencontrés.

## II. EVALUATION DES RESULTATS DU PROGRAMME CONJOINT

### **A. Compte-rendu des principaux résultats atteints et différence entre les résultats prévus et ceux obtenus.**

D'une manière générale, la quasi totalité des résultats prévus ont été atteints par le projet. Le projet devait au départ être exécuté dans les territoires de Beni et de Lubero. Cependant pour des raisons de sécurité le projet n'a pas pu être mis en place sur le territoire de Lubero. De ce fait, toutes les composantes du programme conjoint ont été exécutées dans le territoire de Beni.

---

### **Résultat 1 : les conflits intra et intercommunautaires sont réduits et résolus pacifiquement.**

**Produit 1.1 : les mécanismes de protection sont renforcés, ainsi qu'un environnement vers la protection de toutes formes de violence, abus et exploitation vers les enfants et les femmes sont créés.**

#### **Activités réalisées / résultats Obtenus**

- 3 comités de protection communautaire ont été mis en place. Ces comités sont composés de 3 à 8 membres élus dans chaque communauté afin de faire le suivi des incidents relatifs aux abus de droits humains perpétrés par ceux qui sont chargés d'en assurer l'application. Ils relayent également les revendications des membres de leurs communautés auprès des autorités locales et les sensibilisent sur les droits humains, les différentes formes des risques et menaces qu'ils courent et la manière de minimiser ces risques. Ils fournissent notamment l'information sur la localisation des services de prise en charge. Treize campagnes de sensibilisation et de mobilisation communautaire sur les droits des femmes et des enfants ont permis d'éveiller la conscience des femmes, filles, hommes et garçons sur les questions de protection civile y inclus la protection de l'enfance.
- 27 points focaux de protection communautaires ont été formés sur la référence des cas identifiés. Des liens formels ont été établis entre les points focaux protection et les 9 services de prise en charge situés en dehors les communautés.
- Un rapprochement social harmonieux est établi entre la population et les autorités en charge de la protection civile (police nationale, autorités militaires...). Suite à des séances de sensibilisation, les autorités locales, la PNC et les FARDC comprennent leur rôle et responsabilité en matière de protection des civils et sont en mesure de les orienter et les prendre en charge. La population civile a également été sensibilisée sur le rôle et les responsabilités des autorités locales, de la PNC et des FARDC et s'adressent à eux en cas d'abus ou de problème protection (UNICEF).
- La mise en place à travers le projet PEAR PLUS du volet « protection » a favorisé la formation des comités de protection communautaire en sigle CPC en impliquant les enfants à travers les forums des enfants afin de faciliter le traitement des problèmes spécifiques aux enfants dans chaque aire de santé. Les 11 forums d'enfants mis en place, comprenant 60 enfants dont 30 filles et 30 garçons, facilitent la sensibilisation des communautés ciblées (Kamango, Kainama, Mbutaba, Lwanoli et Kainama) sur la situation des enfants et permettent la dénonciation des mariages précoces et les violences sexuelles.
- Dans le cadre de la protection civile, l'établissement de systèmes confidentiels de rapportage, de référence et de suivi dans le cadre de la réduction et des règlements des conflits sont opérationnels et facilitent le référencement des victimes d'abus de droits humains (y inclus les victimes des violences sexuelles) ainsi que la vulgarisation de la cartographie des services de prise en charge. Les formations reçues par les autorités locales et les responsables des services de protection



(militaires et PNC) sur les droits des femmes et des enfants ont permis d'améliorer la réceptivité et la promptitude de la réaction des autorités en charge de la protection civile. Le programme a pu mettre en place une dynamique de protection où les assistants sociaux ont reçu des formations quant à la bonne gestion de l'information liée aux violences sexuelles en respectant la confidentialité ; ce qui permet d'éviter des dénonciations gratuites et des règlements de compte dans le cas où les responsables des abus sont traqués par la justice.

- 3 plans de protection communautaire ont été élaborés par les 20 forums des femmes et 11 forums des enfants. Ceci constitue aujourd'hui des cadres qui favorisent le dialogue et le règlement de conflits intra et intercommunautaires. Les fora des femmes et d'enfants ainsi que les comités de protection sont des organisations communautaires qui interagissent pour et dans la protection civile des membres des communautés ciblées.
- L'accès aux services de prise en charge des victimes de violences est amélioré. Les victimes d'abus de droits sont satisfaites du soutien reçu de la part des services auxquels elles sont référées à travers la facilitation des points focaux de protection qui sont actifs dans les communautés. Avant la mise en œuvre du programme MDG, les victimes de violence (principalement les femmes, les enfants et autres personnes marginalisées) ne parvenaient pas jusqu'aux services de prise en charge. Grâce aux activités du programme MDG les autorités ont pris conscience de leur rôle dans la protection de la population, elles collaborent aujourd'hui étroitement avec les différents partenaires de protection (PNC, FARDC) pour apporter une assistance à toutes les personnes victimes d'abus des droits humains.

#### **Explication des écarts entre résultats prévus et résultats obtenus :**

La majorité des résultats ont été réalisés à l'instar de la création des capacités communautaires pour la protection des enfants et des femmes

#### **Produit 1.2 : renforcement des capacités de la société civile pour la paix et la réconciliation au profit d'une population de 100,000 personnes**

##### **Activités réalisées / résultats Obtenus**

- L'installation de nouveaux matériels de radiodiffusion et d'un émetteur plus performant au sein de deux radios communautaires ont permis d'accroître l'accès aux services communautaires de radiodiffusion d'informations et communications pour le changement de comportements favorables à l'environnement de paix et de protection civile. Les populations des villes de Beni, Butembo et Isale-Bulambo et les populations se trouvant dans un rayon de 250 km autour des villes peuvent désormais écouter les émissions radios de sensibilisation à la paix et de gestion des conflits. 76 émissions ont ainsi été diffusées pour une population estimée à 600.000 personnes. Les informations fournies lors de ces émissions contribuent à la résolution pacifique des conflits, à la lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre. Des émissions sur les pratiques maraichères ont également été diffusées et contribuent à l'amélioration des pratiques. Des émissions sur l'éducation sanitaire et la lutte contre l'analphabétisme ont aussi été diffusées.
- 14 groupes d'écoute ou Noyaux d'alliance communautaire (dont 11 en territoire de Beni et 3 en territoire de Walikale) ont été créés, formés et sont fonctionnels (420 membres, dont 210 femmes) et permettent à leurs membres de changer leur quotidien après écoute des émissions éducatives. Huit Noyaux d'alliance communautaire développent des activités économiques pour leur pérennisation.

#### **Explication des écarts entre résultats prévus et résultats obtenus :**

Des paillottes de paix devaient être construites dans tous les CLPD mis en place, mais suite à des contraintes budgétaires, seules 3 vont être construites dont 2 à Beni et 1 à Walikale.

Les élections des comités de coordination de la société civile n'ont pas été réalisées. Le choix a porté sur un appui à d'autres types de structures, telles que les Noyaux d'alliance mentionnés ci-dessus.

---

## **Résultat 2 : les communautés retournées, relocalisées et d'accueil ont des opportunités de réinsertion économique.**

**Produit 2.1 : réintégration de 7500 retournés, et plus particulièrement des ex-combattants (hommes et femmes), femmes associées aux groupes et forces armées, femmes victimes de violence sexuelles, déplacés internes, etc. appuyée à travers l'appui direct à 1250 chefs de ménages les plus vulnérables (en priorité entre autres les femmes chef de ménages et mère de famille).**

### **Activités réalisées / résultats Obtenus**

- 730 chefs de ménages vulnérables bénéficiaires des CCP (Centre Communautaire Polyvalent) de Burusi, Mbutaba et Kamango ont développé des activités génératrices de revenus à travers différentes filières (broderies, tissage de paniers, teinture africaine, tricots bébés, savonnerie, pain et beignets). Les revenus dégagés de ces activités permettent aux membres des CCPs de subvenir aux besoins de leur famille et d'accroître ainsi leur autonomie financière.
- Les conditions sécuritaires et d'hygiène des populations vulnérables réintégrées sont améliorées à travers un accès à l'eau, l'électrification des CCPs la construction d'hangar polyvalent mis en place dans 2 CCP de Mbutaba et Isale-Burusi.
- 358 personnes (100 hommes et 258 femmes) développent des activités d'épargne et/ou d'entraide au sein de 20 MUSO dans les CCP Mbutaba et Burusi. 1875\$ d'épargne collecté et 1151\$ de crédit octroyé à 69 personnes des CCP et 44 personnes de la communauté.
- 23 personnes dont 16 femmes et 7 hommes sont dotés de compétences techniques d'accompagnement des personnes traumatisées (dont les victimes de violences sexuelles) dans les CCP de Mbutaba et Burusi.
- 40 personnes ont bénéficié d'une écoute et appui psycho-social au sein des CCP de Burusi et Mbutaba, fin de faciliter leur réintégration communautaire.
- Des comités de gestion ont été mis en place au sein des CCP et 5 membres par CCP (Mbutaba et Burusi) ont été formés afin d'assurer une gestion efficace des CCPs et des activités génératrices des revenus.

### **Explication des écarts entre résultats prévus et résultats obtenus :**

Pour des raisons d'accessibilité (enclavement et sécurité), le hangar polyvalent du CCP de Kamango n'a pas pu être construit. De même les membres du CCP n'ont pas reçu de formation spécifique pour la gestion des AGRs.

**Produit 2.2 : revitalisation des économies locales appuyées pour une population estimée à 100,000 personnes.**

### **Activités réalisées / résultats Obtenus :**

- La réhabilitation du marché de Bulambo a permis d'accroître la fréquentation du marché qui de 2.000 personnes est passée à 10.000 personnes suite aux travaux réalisés. Les échanges sur le marché ont ainsi considérablement augmenté.

- La construction du marché de Mapemba (achevée en juillet 2012) doit également permettre d'augmenter la fréquentation et les échanges sur ce marché. Pour l'instant ce sont 500 personnes qui utilisent régulièrement les nouvelles infrastructures.
- A Nobili, 2.500 personnes fréquentent au moins deux fois par semaine le marché. La construction du nouveau marché (en cours de finalisation) doit permettre d'améliorer les échanges et l'écoulement des produits pour une population estimée à 100.000 personnes dans une zone frontalière avec l'Ouganda où les échanges économiques sont importants.
- Actuellement, les utilisateurs des marchés de Bulambo, Mapemba et Nobili peuvent écouler leurs produits aisément sans être tributaires des intempéries et stockent facilement leurs invendus grâce aux dépôts construits. Ils bénéficient également de l'appui du comité de gestion mis en place.
- La construction de latrines sur les marchés de Mapemba, Nobili et Bulambo permet d'améliorer les conditions d'hygiène sur les marchés tout comme l'aménagement de points d'eaux sur les marchés de Bulambo et Mapemba. Le marché de Mapemba possède de plus un système de captage et de récupération des eaux de pluie ainsi qu'un incinérateur. Toutes ces installations permettent d'améliorer les conditions sanitaires d'environ 13.000 personnes fréquentant les marchés (dont 10000 à Bulambo, 2500 à Nobili et 500 à Mapemba).

### **Explication des écarts entre résultats prévus et résultats obtenus :**

Le retard observé pour la construction du marché de Nobili s'explique par les difficultés d'accès dans cette zone où les travaux ont été interrompus à plusieurs reprises faute des matériaux. Actuellement la construction du marché de Nobili est faite à plus de 95% et les travaux continuent pour son achèvement. Sur 5 marchés initialement prévus, 3 ont été construits/réhabilités. Les coûts liés à la construction des marchés dans des zones isolées et difficilement accessibles n'ont pas permis de construire les 5 marchés initialement prévus.

### **Produit 2.3 : société civile renforcée par la structuration des organisations paysannes économiquement viables.**

#### **Activités réalisées / résultats Obtenus**

Compter sur des organisations paysannes solidement implantées et bien gérées est très important pour pouvoir développer le secteur agricole. Sur base des différentes missions conjointes conduites par l'Inspection Provinciale de l'Agriculture, Pêche et Élevage et les partenaires CARITAS et ADRA, 20 organisations paysannes ont été identifiées, appuyées et renforcées par la FAO, soit 3124 ménages.

Le tableau 1 ci-après dresse le nombre des organisations paysannes et des ménages selon les sites.

Tableau 1 : Distribution géographique des organisations paysannes

<b>Site</b>	<b>OP</b>	<b>MB</b>
<b>Mbutaba</b>	<b>5</b>	<b>781</b>
<b>Kamango</b>	<b>10</b>	<b>1 530</b>
<b>Isale</b>	<b>5</b>	<b>813</b>
<b>Total</b>	<b>20</b>	<b>3 124</b>

Pour assurer le renforcement de la structuration de ces organisations paysannes, un protocole d'accord a été signé avec le partenaire CEFADES. Ce dernier a réalisé des formations sur les thématiques suivantes :

- Organisation et gestion des organisations paysannes
- Gestion des infrastructures communautaires.

Au total :

- Vingt Organisations Paysannes de la société civile des chefferies de Beni Mbau, Bashu et Watalinga sont renforcées à travers leur structuration institutionnelle, organisationnelle et opérationnelle ;
- 6 ateliers de formations ont été conduits par CEFADES, soit 2 ateliers par site, pour une durée de formation de 3 jours chacun. La méthodologie utilisée a consisté à assurer une formation intensive des leaders des Organisations Paysannes à travers la tenue de ces ateliers.
- Les outils de gestion administrative, financière et des biens matériels des organisations paysannes, essentiels pour assurer la pérennité des activités initiées par le programme, sont maîtrisés par les organes dirigeants de celles-ci (capacités de 805 leaders paysans renforcés) ;
- 60% des leaders des organisations paysannes formés étaient des femmes (487 femmes sur 805 formés), contribuant ainsi à l'autonomisation de la femme et à l'égalité des sexes.
- D'autre part, en parallèle aux ateliers sur la structuration des organisations paysannes, des formations courtes sur la nutrition ont également été organisées sur toute la durée du projet, relevant l'importance nutritionnelle du soja et des produits maraîchers notamment. En effet, dans le cadre de la lutte contre la malnutrition, la FAO organise périodiquement des formations culinaires avec les communautés pour apprendre aux femmes de nouvelles techniques de préparation d'aliments diversifiés. Avec l'introduction de nouvelles cultures comme le soja, la formation en meilleures pratiques nutritionnelles, et la promotion de produits maraîchers dans la consommation, on entend ainsi avoir une influence positive sur la réduction de la malnutrition des enfants et favoriser l'état de santé des femmes enceintes.

#### **Explication des écarts entre résultats prévus et résultats obtenus :**

Il est important de souligner, que contrairement aux prévisions du projet, les ex-combattants démobilisés n'ont pas été bénéficiaires du projet du fait de leur itinérance et des différents conflits armés dans la zone du projet durant la mise en œuvre.

La structuration des organisations paysannes en plateforme d'organisations paysannes n'a pas été totalement effective au terme du projet. En effet, la plupart des organisations paysannes sont encore dans leur première expérience de gestion de la vie associative, de renforcement de leur association et de construction de leur autonomie.

#### **Produit 2.4 : Production agricole relancée et accrue en vue de créer des alternatives économiques à l'enrôlement des milices chez les hommes, les jeunes et les ex-combattants au profit de 18.000 personnes à travers l'appui direct à 3.000 chefs de ménages**

En complément du renforcement de l'organisation et de la structuration des organisations paysannes, la relance de la production agricole soutenue par le projet s'est articulée sur le renforcement des filières ayant des débouchés économiques dans la zone de couverture du projet, la dotation en intrants agricoles de qualité ainsi que la dotation des bénéficiaires en équipements de stockage et de transformation.

Pour ce faire, la FAO a appliqué, selon une approche intégrée (sécurisation foncière, renforcement des filières et appui à la structuration), la stratégie « faire-faire » en signant un protocole d'accord avec les ONG CARITAS, ADRA et l'Inspection provinciale de l'Agriculture, Pêche et Elevage (IPAPEL). Les protocoles signés avec les ONG avaient pour objectif l'encadrement technique des ménages bénéficiaires en appui à la production agricole, la transformation et la commercialisation des produits agricoles. Le protocole signé avec l'IPAPEL, avait pour objectif, quant à lui, d'assurer le suivi et la formation in situ des organisations paysannes. Les produits de ces protocoles sont décrits dans le point relatif aux activités réalisées.

## Activités réalisées / résultats Obtenus

### a) La sécurisation foncière.

- Grâce à des missions de sensibilisation conjointes FAO-IPAPPEL-ONG auprès des autorités locales, les partenaires CARITAS et ADRA ont signé avec les autorités coutumières ou des propriétaires privés 43 contrats de cession de terres destinées à un usage agricole devant permettre la dynamique associative.
- De par ces contrats, les terres ont été mises en valeur et des cultures pérennes présentes dans les lotissements entretenues grâce aux différentes cultures intercalaires ou sous ombrages réalisées. Selon les zones et les superficies, la répartition spatiale se présente de la manière suivante :

Tableau 2 : Superficie des terres contractées par site

Site	Superficie en ha
Mbutaba	28,2
Kamango	76,2
Isale	71,1
Total	175,5

- Ces superficies ont été mises en valeurs par 3124 ménages de retournés dont 511 ménages dans les cultures vivrières et 2 613 dans le maraîchage (selon une moyenne parcellaire de 3 ares pour la production maraîchère et 20 ares pour la production vivrière). De cette façon le programme a réussi à sécuriser l'accès à la terre pour ces ménages, à les stabiliser dans des zones bien définies, à promouvoir une dynamique d'association parmi ces agriculteurs et à faciliter énormément l'encadrement de ces ménages dans de bonnes pratiques agricoles, leur permettant ainsi d'améliorer la production réalisée et par conséquent d'améliorer le niveau de leur revenu et le bénéfice tiré de leur travail.
- Diminution de la pression foncière sur le parc Virunga : la facilitation de la mise à disposition de terre au bénéfice de ménages vulnérables sans terre a permis d'alléger la pression foncière exercée sur le parc Virunga dans le nord-est du Graben. En effet, 624 ménages ont pu quitter le parc pour cultiver les terres sécurisées.

### b) Renforcement de deux filières (cultures vivrières et cultures maraîchères)

Le projet prévoyait le renforcement de deux filières spécifiques. Il s'agit de la filière des cultures vivrières et de la filière des cultures maraîchères.

- Les cultures vivrières

Pour appuyer cette filière, les organisations paysannes, ont fait le choix, lors de leurs assemblées générales organisées avec l'appui des partenaires CARITAS et ADRA, de deux types de cultures porteuses, à savoir : la culture du maïs et la culture du haricot. Ajoutons que dans le site de Kamango, certaines OP, outre les cultures ci-haut citées, ont opté également pour la production du riz, de l'arachide et du soja, de manière à réduire leur dépendance des importations de l'Ouganda.

- La dotation d'intrants agricole pour les sites de Mbutaba, Kamango et Isale, sur les deux années du projet a été la suivante:

Tableau 3 : Dotation des OP en intrants vivriers.

Intrants	An I	An II	Total
Total semences en kg	7 665	3 650	11 315
Soja	650	300	950
Haricot	2 530	1 220	3 750
Maïs	635	290	925

<b>Arachide</b>	<b>1 785</b>	<b>855</b>	<b>2 640</b>
<b>Riz</b>	<b>2 070</b>	<b>980</b>	<b>3 050</b>
<b>Outils par pièce</b>			
<b>Houe</b>	<b>1 022</b>	<b>0</b>	<b>1 022</b>
<b>Trident</b>	<b>511</b>	<b>0</b>	<b>511</b>
<b>Binette</b>	<b>511</b>	<b>0</b>	<b>511</b>

- Les organisations paysannes ont reçu 11,315 T de semences sur deux années, soit 7,665 T la première année et 3,650 T la deuxième année. Les dotations de la deuxième année ont servi à renforcer les organisations paysannes. Sur l'ensemble des cultures vivrières mises en place, c'est la culture du haricot qui est considérée comme la culture la plus porteuse.
- A la fin de la première année du projet, en partenariat avec l'Université Catholique de Graben (UCG), la FAO a conduit une évaluation du rendement des cultures de maïs et de haricot auprès d'un échantillonnage de 511 ménages bénéficiaires. Des résultats de cette étude, la production du maïs est passée de 1,5 T/ha à 2,5 T/ha et celui du haricot de 0,5 T/ha à 1,5 T/ha, soit une croissance de production de 170 % pour le maïs et de 300 % pour le haricot
- 82,9ha ont été emblavés. La production réalisée est estimée à 310,3 tonnes, réalisées durant trois saisons culturales.

- Les cultures maraîchères

2 613 Ménages ont choisi comme filière porteuse les activités maraîchères. Ils ont bénéficié des outils et semences ci-après :

Tableau 4 : Dotation des intrants maraîchers.

<b>Intrants</b>	<b>An I</b>	<b>An II</b>	<b>Total</b>
<b>Semences en kg</b>	<b>115</b>	<b>250</b>	<b>365</b>
<b>Outils (pièce)</b>			
<b>Houe</b>	<b>5 230</b>	<b>0</b>	<b>5 230</b>
<b>Râteau</b>	<b>2 613</b>	<b>0</b>	<b>2 613</b>
<b>Pelle</b>	<b>2 613</b>	<b>0</b>	<b>2 613</b>
<b>Arrosoir</b>	<b>2 613</b>	<b>0</b>	<b>2 613</b>

- Les semences maraîchères ont été distribuées sur 2 années, pour un total de 365 kg, aux organisations paysannes. La deuxième année les quantités ont été pratiquement doublées suite à la mise en valeur de 18,5 ha de marais dans la zone d'Isale (action de valorisation des surfaces marginalisées).
- Au total, 48,3ha ont été emblavés. Selon l'étude de rendement conduite par la FAO et l'Université Catholique de Graben, la production maraîchère a été de 1076,1 T de produits maraîchers.

### **c) Mutuelles vétérinaires et santé animale**

- Deux mutuelles vétérinaires ont été mise en place : l'une dans le site de Mbutaba et la seconde à Kamango. Pour ce faire, suite à la formation sur la structuration des organisations paysannes, un comité de gestion a été constitué dans chaque mutuelle et est pleinement fonctionnel. Outre le comité, un fond de roulement a été également constitué, sur base des dotations en produits vétérinaires fournies (vermifuge, vaccins, vitamines, trousse de vétérinaire, etc.) pour une meilleure prise en charge du cheptel des bénéficiaires.
- En vue d'améliorer la santé animale des cheptels existant dans la zone du projet, 4 400 chèvres, appartenant à 2 000 ménages bénéficiaires, ont été déparasitées (externe et interne). Cette activité, couplée avec des activités de sensibilisation, de formation continue et de suivi des parturitions, a

permis de diminuer le taux de morbidité chez les jeunes caprins. Selon le dernier rapport de suivi des agents IPAPEL, il a été enregistré un effet positif sur les portées (nombre de petits à la naissance) des bêtes prises en charge par le programme, de par une amélioration des portées allant de 2 à 3 petits mis bas/an au lieu d'un seul avant l'intervention.

- En outre, une campagne de vaccination contre la maladie de Newcastle a été organisée chez les poulets élevés à petite échelle. 10 000 poulets ont été vaccinés et vermifugés en trois phases contre la maladie de Newcastle.

#### **d) Mise en place de 22 unités communautaires de transformation des produits agricoles**

- Mise en place de 22 unités communautaires de transformation des produits agricoles. Dans ce volet, le projet a mis en place 22 unités de transformations dans les sites de Mbutaba, Kamango et Isale. Il s'agit principalement de moulins mixtes, décortiqueuses de riz et de presses à huile tel que le montre le tableau 6 ci-après :

Tableau 5 : Distribution des unités de transformation aux différents OP

Unités de transformation	Sites d'installation			Total
	Mbutaba	Isale – Bulambo	Kamango	
Moulins	2	3	6	11
Décortiqueuses	1	2	3	6
Presses à huile	2		3	5

- Ces unités de transformation permettent aux agriculteurs une augmentation de la valeur ajoutée de leurs produits, une diminution de pertes post-récolte et une meilleure conservation des produits agricoles transformés, et réduisent l'impact négatif des intermédiaires dans les filières agricoles. Ces machines sont gérées de façon communautaire par les organisations paysannes appuyées dans le cadre de ce projet. Ces organisations paysannes ont été formées à la gestion de ces machines afin d'assurer la pérennité de ces activités.

#### **Explication des écarts entre résultats prévus et résultats obtenus :**

Il a été observé un dépassement des bénéficiaires appuyés. Ainsi, au lieu de 3000 ménages, l'appui a été apporté à 3124 ménages.

Lors de la sélection des bénéficiaires, le statut des ex-combattants n'a pas été très exploité car sujet à la stigmatisation dans la communauté vu le contexte sécuritaire fragile dans la zone d'intervention du projet. C'est pourquoi, les statuts de ménages déplacés, retournés et population locale ont été plus utilisés lors des sensibilisation et échanges communautaires.

#### **Produit 2.5: échanges entre le milieu rural et urbain accrus (appui à l'écoulement des produits agricoles vers les marchés urbains et achats des produits manufacturés vers les zones rurales).**

L'enclavement des bassins de production agricole par rapport aux marchés et aux zones de consommation empêche le développement de l'activité agricole. Les difficultés ou l'impossibilité d'acheminer les produits vers les marchés ont une incidence énorme dans les pertes post-récolte (surtout pour les produits maraichers) et sur la démotivation des agriculteurs. La FAO, par le biais des entrepreneurs locaux (BCCO, BEATC et AETD), a procédé à la réhabilitation de 19 km de routes et à la construction de 2 marchés. La réhabilitation des routes s'est faite avec différents niveaux d'intensité des activités suivant l'état de délabrement de chaque route (réhabilitation des ponts, œuvres d'art dans les passages difficiles, cantonnage manuel, etc.), permettant ainsi un meilleur transit et écoulement des produits agricoles vers les marchés. L'impact de cette activité dépasse largement le domaine agricole, avec des implications sociales

très importantes pour toute la communauté. Aussi, la réhabilitation de quelques tronçons routiers facilite les travaux des partenaires PNUD et UNICEF.

### **Activités réalisées / résultats Obtenus :**

- **Réhabilitation de 19 km routes de dessertes agricoles :** 19 km ont été réhabilités sur deux tronçons notamment Manghoko-Mbutaba, long de 9,3 km, dans la zone de Mbutaba et le tronçon Bwisegha-Lutukila, long de 9,7 km, dans la zone de Kamango sur lesquels ont été construits respectivement 3 ponts à Mbutaba (Mbutaba 1 et 2, Tuha) et 10 ouvrages à Kamango (passage busés).
- **Construction de 2 marchés (1 pavillon de vente et 1 dépôt) :** Les infrastructures insuffisantes dans les marchés affectent négativement la commercialisation des produits agricoles et d'élevage. Ce projet a permis la construction de deux infrastructures rurales dont un pavillon de vente à Manghoko (Mbutaba) et un dépôt au marché de Nobili (Kamango). Les résultats montrent une grande amélioration dans la commercialisation des produits agricoles des petits producteurs. Le dépôt sert notamment au stockage des invendus afin de réduire les charges de transport des femmes entre le lieu de vente et leur village. Le hangar permet l'amélioration des conditions de vente de ces dernières et leur permet de s'abriter pendant qu'elles écoulent leurs productions. La gestion du marché et du hangar a été remis à un comité gestion composé uniquement des femmes membres des organisations paysannes encadrés par le projet.
- **Faciliter le transport des productions :** Dans le but de rendre aisée et rapide l'écoulement des productions agricoles vers les grands centres de consommation, 60 vélos ont été distribués aux organisations paysannes à raison de 3 vélos par OP.

### **Explication des écarts entre résultats prévus et résultats obtenus :**

La stratégie utilisée le cadre de la réhabilitation des routes de dessertes agricoles, a été de se concentrer sur les points les plus endommagés ou difficile à exécuter c'est-à-dire des ouvrages d'art, ponts, bourniers qui entraînent l'inaccessibilité des axes. Les axes prioritairement ciblés à savoir Manghoko-Mbutaba et Bwisegha-Lutukila ont une longueur cumulée de 19 km. D'où la différence observée entre le nombre de kilomètres de routes de dessertes agricoles prévus (20 km) et le nombre de kilomètre de route effectivement réhabilité (19 km).

En raison d'intenses pluies et des crues de rivières, le dalot construit sur la rivière Lutukila (axe Bwisega – Lutukila) a été endommagé. Conformément aux clauses des contrats signés entre la FAO et les contractants, les travaux de réparations de l'ouvrage ont été pris en charge par ces derniers étant donné que les détériorations sont intervenues avant la fin de la période de garantie.

---

## **Résultat 3 : les services sociaux de base ont augmenté aux bénéficiaires des populations retournées et des populations d'accueil.**

### **Produit 3.1 : relance des structures sanitaire gouvernemental.**

### **Activités réalisées / résultats Obtenus**

Réhabilitation de 3 centres de santé et appui en médicaments et équipements médicaux :

- Construction du centre de santé de Mbutaba, construction du Poste de santé KUDUKUDU dans l'aire de santé de Mbutaba ;



- Construction de la maternité et du centre nutritionnel au centre de santé de Kamango et construction du poste de santé de Ndama ;
- Construction de la maternité au centre de santé de Kaninama et construction du poste de santé de Vido dans l'aire de santé de Kainama ;
- 3 centres de santé approvisionnés en chaîne de froid fiable ;
- RECOs formées en activités préventives et curatives ;
- Enquête nutritionnelle organisée dans 4 aires de santé.

### **Explication des écarts entre résultats prévus et résultats obtenus :**

Alors que cela n'était pas prévu, le bâtiment du poste de santé de Ndama a été construit. Cette modification a été dictée par les besoins exprimés dans le plan de développement de la zone de santé. Aujourd'hui, Kamango qui était une aire de santé de la zone de santé d'Oicha, est devenu une zone de santé à part entière et Ndama est un centre de santé disposant de bonnes infrastructures.

### **Produit 3.2 : Amélioration de la santé publique à travers la promotion des habitudes de bonne hygiène et augmentation de l'accès à l'eau potable et aux infrastructures sanitaires**

#### **Activités réalisées / résultats Obtenus**

- 62 sources simples et 6 sources avec réservoir ont été construites, 300 relais communautaires et 329 membres des comités eau hygiène et assainissement ont été formés. L'accès à l'eau, principalement pour les femmes a ainsi permis d'améliorer les conditions d'hygiène et assainissement dans les aires de santé de Kamango, Mbutaba et Kainama.
- 2 postes de santé construits et mis en service à Kudukudu et à Vido ainsi qu'une unité nutritionnelle construite à Kamango. 4 centres de santé construits et mis en service à Mbutaba, Kainama, Kamango, Ndama. La construction de ces centres de santé a ainsi permis d'améliorer le taux d'utilisation des services sanitaires.
- L'appui en formation des COSA ainsi qu'en équipements médicaux et non médicaux a permis d'améliorer la qualité des soins.
- 12 blocs de latrines et 8 blocs de douches construits dans les centres de santé, ont permis d'améliorer les conditions d'hygiène et d'assainissement.
- La réhabilitation et construction de latrines dans 10 écoles (55 latrines construites) et 3 centres de santé a permis d'améliorer les conditions d'hygiène et d'assainissement dans les écoles et les centres de santé.
- Le système de gestion collégiale a été renforcée et améliorée entre les Infirmiers Titulaires et les membres des comités de santé. La gestion du centre de santé a ainsi été améliorée. Cela s'est traduit par : une meilleure complétude et promptitude des différents rapports, le niveau de recouvrement des coûts, le taux d'utilisation des soins curatifs, etc.
- 3531 latrines familiales construites ont permis une réduction du péril fécal dans les parcelles et buissons au niveau des communautés.
- 4200 moustiquaires imprégnées ont été distribuées contribuant ainsi à la réduction du nombre de cas de paludisme.
- Taux de couverture vaccinale - dans le cadre du programme élargi de vaccination de routine - estimée à 85% dans les 3 aires de santé pour tous les antigènes.

### **Explication des écarts entre résultats prévus et résultats obtenus :**

En termes d'activités planifiées, un écart positif est observé car, alors que cela n'était pas prévu, le bâtiment du poste de santé de Ndama a été construit. Cette modification a été dictée par les besoins exprimés dans le plan de développement de la zone de santé. Aujourd'hui, Kamango qui était une aire de santé de la zone de santé d'Oicha, est devenu une zone de santé à part entière et Ndama est un centre de santé disposant de bonnes infrastructures

### **Produit 3.3 : Amélioration de l'accès et de la qualité de l'éducation pour les enfants et les jeunes**

#### **Activités réalisées / résultats Obtenus**

- Construction ou réhabilitation des 42 salles de classe des écoles et 3 centres de rattrapage pour les jeunes. Actuellement l'engouement des élèves dans les écoles se trouvant dans le rayon d'action du programme est en hausse.
- Formation de formateurs de 15 enseignants et distribution de 2800 kits d'élèves, 7 kits récréatifs et 7 kits didactiques. La qualité de prestation est améliorée grâce aux kits scolaires remis aux enseignants et diverses formations dont ces derniers ont bénéficié.
- Réhabilitation et construction de latrines dans 10 écoles. L'utilisation des latrines construites par l'appui du programme, a permis une améliorations des conditions d'hygiène dans les écoles.
- Formation des comités de gestion des écoles : formation des 31 membres des comités de gestion des écoles ainsi que de 10 acteurs de la société civile sur le suivi budgétaire ; sensibilisation de 70 membres des comités des parents sur leur rôle et responsabilités ; appui matériel aux 7 comités des parents. Une bonne gestion de budgets des écoles ayant bénéficié de l'appui du programme a été observée dans le chef des membres des comités de gestion desdites écoles.
- Appui aux initiatives et activités de plaidoyer des organisations de la société civile pour l'abolition des frais scolaires à l'école primaire et l'éducation des jeunes et contre les pratiques nuisibles au droit à l'éducation (40 organisations de base appuyées et 4 plaidoyers présentés).
- Deux campagnes de sensibilisation menées sur l'importance de l'éducation de la jeune fille à Mbutaba, Kamango, Luanoli et Kainama et organisation de débats sur les droits à l'éducation pour tous avec emphase sur l'éducation de la jeune fille.

### **Explication des écarts entre résultats prévus et résultats obtenus :**

Tous les résultats prévus ont été réalisés.

**B. De quelle façon pensez-vous que les compétences développées lors de la mise en place du programme conjoint ont favorisé les retombées de celui-ci ?**

- Chaque agence s’est focalisée sur les actions spécialisées en fonction son domaine d’expertise permettant ainsi une mise en œuvre optimale du projet.
- Il s’en est suivi un recrutement ciblé de personnel des agences impliquées dans la mise en œuvre du programme conjoint,
- Enfin la sélection des partenaires d’exécution des différents projets du programme s’est faite en prenant en compte la spécialisation (la maîtrise) dans le domaine concerné et la connaissance du milieu local.

**C. Indicateurs et Impacts du programme conjoint.**

**1. Résultats attendus : les conflits intra et intercommunautaires sont réduites et résolus pacifiquement**

<b>Indicateurs de performance</b>	<b>Résultats obtenus</b>
a. Nombre d’élections tenues des Comités de la Société Civile de Béni	a. Mise en place des Comités de gestion des CCP, Comités de gestion des Radios communautaires et les NAC, Comités de gestion des MUSO.
b. Nombre des comités/mécanismes de gestion et prévention des conflits opérationnels	b. 14 groupes d’écoute et noyaux d’alliance communautaires (NAC) et 3 comités de protection communautaire sont opérationnels
c. Nombres de femmes formés dans la prévention, résolution et gestion pacifiques des conflits.	c. 210 femmes ont été formés à travers la mise en place des Noyaux d’Alliance Communautaire.
d. Nombres de campagnes de sensibilisation sur la cohabitation pacifique	d. 3 campagnes de sensibilisation sur la cohabitation pacifique à travers un festival interculturel
e. Nombre de radios communautaires installés/appuyés	e. 2 radios communautaires appuyées et 1 installée
f. Nombre d’enseignants formés sur l’éducation civique.	f. 49 Enseignants ont été formés grâce à l’action de Search for Common ground.

**Impact observé :**

L’ensemble des mécanismes de prévention et résolution de conflits mis en place et rendus opérationnels concourent à la stabilisation de la région en impulsant une nouvelle dynamique dans les dialogues et rapports entre communautés. Cette stabilisation est progressivement soutenue par :

- le bon fonctionnement et impact des radios communautaires ;

- les différents comités de prévention et gestion des conflits mis en place au niveau communautaire.
- 2. résultats attendus : Les communautés retournées, relocalisées et d'accueil ont des opportunités de réinsertion économique.**

<b>Indicateurs de performance</b>	<b>Résultats obtenus</b>
a. Nombres de retournés et membres des communautés absorbés dans des activités d'encadrement pour l'emploi et l'auto emploi	a. 639 bénéficiaires des CCPs, retournés et membres vulnérables de la communauté (dont 550 femmes et 89 hommes) ont développés des activités génératrices de revenus. Parmi eux 358 personnes (dont 258 femmes et 100 hommes) répartis dans 20 mutuelles de solidarité (MUSO) ont développés des activités d'épargne et de crédit leurs permettant de développer leur activité économique. 20 organisations paysannes regroupant les retournés, les déplacés et les familles d'accueil structurées et organisées. 3124 ménages appuyés en intrants agricoles (outils aratoires, semences maraichères et vivrières, encadrement technique) 22 machines de transformation des produits agricoles installées dont 5 presses à huile, 6 décortiqueuses de riz et 11 moulins mixtes fonctionnelles
b. Quantité des circuits de commercialisation améliorés (km de route/desserts agricoles, capacité de stockage, marchés)	b. 1 entrepôt de stockage des invendus agricoles construits à Nobili et 1 hangar/pavillon de vente de produits agricoles construit à Manghoko. 19km de route de dessertes agricoles réhabilités.
c. Nombre de marchés réhabilités	c. 1 marché réhabilité à Bulambo et 2 marchés construits à Mapemba et Nobili.

**Impact observé :**

Les mécanismes de relances économiques mis en place au niveau des communautés, principalement dans le cadre des CCP, à travers la structuration et l'appui aux organisations paysannes et la construction des marchés ont permis de redynamiser des zones enclavées ainsi que des zones à fort potentiel économique. L'amélioration de la situation économique des populations et l'accroissement des échanges économiques contribuent également à la stabilisation des zones de retour et de réintégration.

Cette stabilisation est progressivement soutenue par :

- Le renforcement des sources de revenus des retournés et vulnérables à travers leurs activités génératrices de revenu, le développement des activités d'épargne et de crédit et l'augmentation de la production agricole (vivrier, maraicher et élevage).
- De très bonnes performances du mécanisme de cession des terres au profit des ménages bénéficiaires retournés (182 ha ont fait l'objet d'une telle cession) permettent d'atteindre une amélioration de la sécurité alimentaire dans la zone, avec un intérêt croissant de la communauté et des autorités locales. Au travers de la cession gratuite des terres au profit du projet, les chefs de terrains qui ont cédé leurs terres sont perçus comme des leaders dans la zone.
- L'amélioration des échanges économiques se maintient grâce au système d'entretien des routes réhabilitées actuellement en place (19 km de routes réhabilitées et 3 ponts, cantonage manuel

communautaire).

- Amélioration des revenus économiques des ménages bénéficiaires, surtout avec la vente des choux et des amarantes.

### 3. Résultat attendus : Les services sociaux de base ont augmenté aux bénéfices des populations retournées et des populations d'accueil

Indicateurs de performance	Résultats obtenus
a. Taux de scolarité	a. Non disponible
b. Nombre de salles de classe réhabilitées	b. Réhabilitation et/ou construction et équipement de 42 salles de classe (7 écoles).
c. Nombre des kits scolaires distribués	c. Distribution de 2.800 kits élèves et 7 kits récréatifs et 7 kits didactiques.
d. Rapports élèves/classe et élèves par enseignant	d. Non disponible
e. Taux de mortalité infantile	e. Non disponible
f. Taux de mortalité maternelle	f. Non disponible
g. Nombre de moustiquaires distribuées	g. 4200 MII déjà distribuées
h. Couverture de vaccination	h. Taux de couverture vaccinale estimée à 85% dans les 3 aires de sante pour tous les antigènes.
i. Nombre de source d'eau aménagés	i. 62 sources simples et 6 sources avec réservoir construites, formation de 300 relais communautaires et 329 membres des comités d'eau hygiène et assainissement.
j. Taux de consultations médicales	j. Non disponible
k. Nombre de personnes informées sur l'importance de l'hygiène et sur les pratiques hygiéniques	k. Non disponible
l. Taux de maladies associés à la mauvaise hygiène	l. Non disponible
m. Nombres des enfants associés avec les groupes armés assistés	m. Non disponible
n. Nombre de cas de violences sexuelles assistés.	n. Non disponible

#### **Impact observé :**

Des avancées significatives ont été constatées dans l'utilisation des latrines aussi bien dans les écoles qu'au sein des membres de la communauté dans le rayon d'action du programme, améliorations ainsi les conditions d'hygiène et de santé pour les populations cibles.

### D. Principaux Bénéficiaires du programme conjoint

Type de structure	Type de bénéficiaire	Nombre d'institutions	BENEFICIAIRES DIRECTS	BENEFICIAIRES INDIRECTS	Total
CCP	Femmes et hommes retournés, vulnérables et membres de la communauté d'accueil.	3	740	Populations des groupements Burusi, Beni Mbau et Watalinga	
Radios communautaires	Communauté locale	3	600000	Populations du territoire de Beni et des villes de Butembo et Beni	
Groupes d'écoute et NAC	Membres des groupes	14	420	Populations du territoire de Beni et des villes de Butembo et Beni	
Organisations paysannes		20		Mbutaba, Kamango, Isale et Beni Mbau , en territoire de Beni	
Infrastructures rurales	Vendeurs et usagers des marchés	3 marchés	13000	13000 (dont plus ou moins 500 à Mapemba, 2500 à Nobili et 10000 à Isale) personnes vivant dans les environs directs des marchés.	
	Population locale et usagers de la route	2 routes		Populations des Mbutaba, Kamango	
	Population locale et commerçants	1 entrepôt	2500	Population de Kamango	
	Vendeurs et usagers des marchés	1 hangar/pavillon de vente	750	Population de Mbau et environs	
	Population locale, commerçants	22 unités de transformation	3124	Mbutaba, Kamango, Isale et Beni Mbau, en territoire de Beni	
Infrastructures sociales		3 Centres de Santé construits et équipés 3 Postes de Santé construits et équipés 1 maternité construite, 1 centre nutritionnel réhabilité et équipéCB	20,316	Mbutaba, Luanoli, Kainama, Ndama Mbutaba,	

		<p>27 comités d'hygiène mises en place/880 membres formés dans la promotion d'hygiène</p> <p>68 comités WASH mis en place et formés</p> <p>6 salles de classe construites par école dans 7 écoles, 9 Enseignants et 7 Directeurs formés</p> <p>3 Comités de Protection mis en place et équipés/27 points focaux communautaires identifiés et formés sur le référencement des cas</p>		<p>Kamango et Mbutaba (343 ménages à Mbutaba et 500 ménages à Kamango).</p> <p>Kudukudu, Musana, Ep Mpoku, Ep Kivira, Ep Mbutho</p> <p>Kainama, Kamango/Luanoli, Mbutaba</p>	
--	--	--	--	--	--

## **E. Contributions du programme conjoint aux questions d'inégalité sociale, culturelle, politique et économique :**

### ***1) implication des populations socialement exclues***

Au début du programme, la situation des femmes étaient quasiment totalement exclues des cercles de décision. Les traditions locales ne favorisaient pas l'inclusion des femmes dans la prise de décisions puisque le rôle majeur qui lui est attribué est la prise en charge des enfants et des tâches ménagères. Dans les différentes structures de base, les femmes étaient rarement présentes au niveau décisionnaire. Il était difficile à une femme de prendre la parole dans une réunion incluant hommes et femmes.

De plus, la situation des femmes était préoccupante au regard de sa vulnérabilité face aux événements des opérations militaires. Exposées aux violences sexuelles et basées sur le genre, les femmes ont assumé la charge de l'entretien des enfants pendant cette période difficile, alors que dans le même temps, il leur était très difficile d'avoir accès à des ressources financières ou d'avoir accès à la terre (comme les champs), qui auraient pu leur permettre de générer un revenu.

Les femmes, en tant que groupe particulièrement vulnérables, ont été impliquées, voir spécialement ciblées tout au long du projet. Les Centres Communautaires Polyvalents mis en place, ont visées principalement les femmes victimes de violences sexuelles en leur proposant un appui socio-économique : prise en charge psycho-sociale et appui pour la mise en place d'une activité génératrice de revenus.

Grâce aux activités du programme conjoint, à travers les sensibilisations, notamment via les radios communautaires, les formations et la création/renforcement des comités de gestion des infrastructures, le développement d'activités économiques et les activités de concertation communautaire, les femmes dans les communautés ciblées ont participé activement aux débats communautaires et ont joué un rôle de responsabilité élevée au niveau des différents comités.

Quant aux compétences qui ont été mobilisées, il ressort ce qui suit :

- Le service étatique du genre, famille et enfant a été impliqué tout au long du programme sur les questions concernant les femmes dans ce programme.
- L'Université Catholique du Graben qui a mené les études des filières agricoles a pris en compte les aspects spécifiques à la femme lors de ses analyses ;
- Une experte en genre a été recrutée pour le compte du programme conjoint.

Outre les actions visant spécifiquement les femmes, le projet a aussi ciblé les populations les plus vulnérables des communautés d'accueil. Cela est notamment le cas pour les CCP ou femmes et hommes vulnérables retournés et de la communauté d'accueil sont membres.

### ***2) Renforcement du pouvoir de décision de groupes exclus amélioration dans la participation active de ces groupes.***

Tout au long de l'exécution du projet, l'implication des femmes a été renforcée dans les réunions, les comités et structures mises en place. Dans toutes les instances communautaires sur lesquelles s'est appuyé le programme conjoint (relais communautaires, comités d'hygiène, comités de gestion, organisations des paysans/producteurs, etc.) une représentation égale des femmes et des hommes était demandée. Au regard des discriminations structurelles tendant à exclure les femmes des sphères d'information et de décision, des efforts particuliers ont été menés pour que ces dernières soient associées prioritairement et majoritairement à toutes les phases des interventions du projet conjoint, du diagnostic initial jusqu'au monitoring. Il s'agit par exemple :



- L'organisation et la structuration des organisations paysannes (OP) : les bénéficiaires ont ainsi été regroupés dans des OP bien structurées et viables chapeautées par 20 comités directeurs. Les femmes qui représentent 60% des membres de ces comités directeurs sont parties prenantes dans la gestion des unités de transformation que les OP ont reçues dans le cadre du renforcement de leurs capacités.
- Les filles et les femmes assurent l'ensemble des tâches relatives à l'eau et à l'assainissement (collecte d'eau, nettoyage des douches et toilettes, etc.) et en sont les principales utilisatrices (toilettes davantage utilisées par les femmes que par les hommes, femmes en charge d'y accompagner les jeunes enfants). Elles ont donc été prioritairement et majoritairement consultées quant au choix du lieu et du type d'infrastructures. La participation des bénéficiaires est plus particulièrement sollicitée lors des interventions WASH pour les travaux préparatoires à l'aménagement de points d'eau durables (sources ou puits). Lors du démarrage des activités WASH, la mise en place du chantier se fait après consultation de la population et avec son appui. Suite à ces travaux communautaires, des aides maçons sont recrutés parmi les participants. Ces personnes sont généralement intégrées au comité de gestion du point d'eau (CoGePe) par la suite, afin de garantir une meilleure maintenance de l'ouvrage dont ils auront désormais une connaissance technique. La participation des bénéficiaires à toutes les phases de la construction, de l'identification à la réalisation, permet une meilleure appropriation par l'ensemble de la communauté.

Le programme conjoint a permis d'avoir une amélioration de la participation de ces groupes dans le dialogue avec les gouvernements locaux notamment :

- Les femmes sont aujourd'hui capables d'identifier leurs réels problèmes (goulot d'étranglement), les obstacles à leur promotion socio-économique et sont capables d'initier des actions en vue d'en venir à bout.
- Quant à la dimension de prise de parole et de la participation aux décisions, l'intégration genre a permis d'obtenir des engagements des hommes dans les débats communautaires de renforcer le dialogue familial où les garçons et les filles ainsi que leurs mères auront le même traitement. De même dans toutes les rencontres les femmes commencent à prendre parole et à présider des carrefours pendant les débats.
- Affectés en grande partie comme les femmes, les enfants avaient besoin de redynamisation et sensibilisation pour leur participation aux activités de protection. Après la reprise effective des activités dans les aires de santé de Kamango, Luanoli, Kainama et Mbutaba les enfants ont commencé à réapparaître dans les rencontres de sensibilisation et les théâtres participatifs. Par exemple, à Kainama les enfants ont rapporté aux membres du CPC trois cas de viol des mineurs en octobre et novembre 2011.

Les femmes, dans les milieux ruraux sont très réservées et ne prennent pas la parole devant les hommes et ne s'ingèrent pas aux affaires qu'elles considèrent comme matière à traiter par les hommes. Mais après une forte sensibilisation des parents d'élèves, suivi des séances de formation dans lesquelles les femmes et les hommes sont souvent invités, les femmes sont maintenant ambitionnées pour occuper des postes dans les conseils de gestion, présider aussi les comités des parents surtout que lors de la formation des COPA on a formé 21 femmes supplémentaires pour chercher à renforcer la présence et l'influence de la femme dans les organes de gestion. Exemple : une femme a été élue présidente du comité des parents de l'EP Kudukudu. Sur les 49 membres de l'ensemble des comités des parents élus démocratiquement et formés il y a 17 femmes.

### ***3) Organisation des citoyens et de groupes de la société civile.***

Le programme conjoint mis en œuvre dans la zone de Beni a sans permis de consolider l'organisation des citoyens et des groupes de la société civile, ce qui permet à cette dernière de prendre conscience dans la défense de ses droits.

Nous pouvons illustrer en citant la mise en place des Comités locaux permanents de paix et les Comités de lutte contre les violences sexuelles dans les différents groupements du territoire de Beni. Les CLVS ont permis à la population villageoise d'instaurer un système de collaboration avec les autorités locales (politico-administratives et coutumières) pour une prise en charge psycho sociale des victimes des violences sexuelles par l'orientation de ces dernières vers les structures sanitaires, et la dénonciation des auteurs des viols.

Les noyaux d'alliance communautaire mis en place au sein de la communauté constituent un cadre d'échange des diverses informations de l'heure, en vue de lutter contre les rumeurs et promouvoir la bonne information.

Pour éviter de rançonner la population par une justice plus coûteuse au niveau des tribunaux publics et restaurer l'autorité des chefs locaux, les CLPD ont été mis en place par le programme conjoint et permettent la prévention des conflits et le règlement pacifique de ces derniers ; tout en assurant l'auto prise en charge en termes de développement local.

#### **4) Amélioration des conditions de vie de groupes socialement exclus.**

Le programme a contribué à améliorer les conditions de vie de groupes socialement exclus au travers une gamme d'activité développée notamment :

**Construction de 3 marchés** en territoire de Beni, à Isale-Bulembo, Mapemba et Nobili. Les marchés ne constituent pas seulement un lieu d'achat et de vente des produits, mais servent aussi d'échange sociale et lieu d'éducation et d'information. Les marchés réhabilités par le PNUD contiennent des hangars de vente, un bureau du comité des marchés, un dépôt de stockage des invendus, une fosse ou un réceptacle pour l'incinération des ordures, des latrines et un comité de gestion. Ce dernier assure aussi le nettoyage et l'hygiène du marché. L'accès des femmes aux services sociaux de base est facilité par la construction de ces marchés avec un système de gestion communautaire dans lequel les femmes participent activement. Il faut par ailleurs signaler que le dépôt de stockage des invendus agricoles (au marché de Nobili) sert beaucoup aux femmes, qui de retour du marché, peuvent y garder leurs marchandises invendues. Ce dépôt leur permet d'éviter de transporter de lourds fardeaux sur de longues distances.

**L'encadrement des ménages dans les bonnes pratiques agricoles.** Les mauvaises pratiques agricoles, courantes dans la zone, empêchent le développement du secteur et peuvent entraîner des pertes de production de l'ordre de 40%. Dans le but de limiter ces pertes, le programme a formé tous les ménages bénéficiaires dans les bonnes pratiques agricoles. Les évaluations de récoltes montrent que les paysans formés aux bonnes pratiques agricoles et encadrés par le programme ont réussi à tripler leur production. A titre illustratif, les ménages non appuyés par le programme à Mbutaba/Maviv ont produit 500kg/ha de haricot alors les ménages du programme ont eu un rendement de 1500kg/ha dans la même zone agro écologique. Des analyses sur la rentabilité financière ont confirmé ces résultats.

**L'appui à la transformation.** Les infrastructures de transformation permettent de réduire le temps de travail des femmes et la pénibilité de leurs tâches. Elle permet aussi d'ajouter de la valeur marchande aux produits agricole et ainsi de générer un revenu supplémentaire pour cette activité. Dans le cadre du programme, 22 machines de transformation (moulins à maïs, décortiqueuses de riz, malaxeurs d'huile de palme) ont été installées. Ces machines sont gérées de façon communautaire par les OP qui sont dirigées à 60% par des femmes.

**Renforcement de la caisse paysanne d'Isale :** Une caisse paysanne associée au comité de gestion du marché dont 45% de clients sont des femmes a été renforcée à Isale.

**L'appui à la création et le renforcement des Mutualités de Solidarité (MUSO).** Les MUSO sont des mécanismes d'épargne et de crédit qui permettent d'apprendre la culture d'épargne et de crédit. Chaque

MUSO est constituée d'environ une vingtaine de personnes. C'est aussi un mécanisme qui permet d'intéresser les IMF (Institut de Micro-Finance) à des groupes qui jusqu'à maintenant ont peu ou pas d'accès aux IMF. En collaboration avec un autre programme du PNUD (PASMIF) il existe maintenant plus de 200 groupes solidaires (constituée de plus de 75 % de femmes) dans la région de Beni qui ont bénéficié d'un appui à leur structuration, leur permettant de s'organiser en groupe solidaire permettant de générer de l'épargne et crédits au sein du groupe.

**L'appui au développement des AGR (activités génératrices de revenu) des femmes.** Des formations techniques et la mise à disposition de matériel de démarrage permettent aux femmes de développer des activités économiques (coupe-couture, boulangerie, savonnerie, broderie, tissage, etc.). Les revenus dégagés de ces AGR, permettent aujourd'hui aux bénéficiaires d'être capables de prendre en mains leur propre développement. Les activités psycho-social proposées dans les CCP (alphabétisation, écoute, garderie) permettent également aux femmes et aux hommes membres des CCP un développement personnel, qui, associé à un développement économique contribuent à améliorer leurs conditions de vie. Le développement des AGR doit se poursuivre grâce aux MUSO mises en place en parallèle. A ce jour, 374 personnes (112 hommes et 262 femmes) développent des activités d'épargne et/ou d'entraide au sein de 20 MUSO dans et autour des CCP de Mbutaba et Burusi., 4414 \$ d'épargne collectés et 2741 \$ des crédits octroyés à 98 personnes des CCP et 34 membres de la communauté.

**Formation en nutrition afin de lutter contre la malnutrition** et d'améliorer l'état nutritionnel des membres des ménages bénéficiaires, le projet a organisé des formations culinaires à l'intention des femmes pour leur apprendre de nouvelles techniques de préparation des aliments, avec la promotion d'une alimentation diversifiée composée notamment des légumes produits, etc. Un total de 133 femmes a ainsi été formé.

**Activités spécifiques liées à la cohabitation pacifique et la cohésion sociale** afin de réduire les tensions communautaires et de trouver des solutions pacifiques aux conflits au niveau local. Le programme a ainsi appuyé la mise en place de radios communautaires avec des clubs d'écoutes et noyaux d'alliances communautaires associés à ces radios. Différentes campagnes de sensibilisation sur la cohabitation pacifique ont également eu lieu. 18 CLPD ont été mis en place et facilitent la résolution des conflits au niveau local.

## **F. Contribution du programme conjoint aux catégories de résultats suivantes :**

### ***1) Déclaration de Paris***

- Renforcement des institutions gouvernementales nationales et locales

Le programme a toujours travaillé en étroite collaboration avec les institutions gouvernementales présentes au niveau local et pertinentes pour l'implémentation du projet. Les services du genre ont été particulièrement impliqués pour les activités liées aux CCP.

Le service technique de l'Etat de l'agriculture, pêche et élevage a été renforcé sur le plan opérationnel notamment en recevant un lot de 4 motos Yamaha, 1 ordinateur Desk top, une imprimante et un fonds de fonctionnement. Cet appui cadre avec l'ancrage institutionnel indispensable pour la pérennisation et le suivi auprès des OP pour leur viabilité.

- Implication des SCO et des citoyens

La participation la plus large possible des populations bénéficiaires a toujours été un des objectifs du programme. Les organisations de la société civile et les populations ont été associées de façon active dans toutes les phases de la mise en œuvre du programme conjoint. L'approche CCP peut illustrer cette hypothèse par le fait que ce sont les bénéficiaires eux-mêmes qui ont identifié leur goulot d'étranglement et ont proposé les pistes pour y remédier. Les sites d'implantation des CCP ont été sélectionnés par les bénéficiaires qui ont également proposé les filières à exploiter. Les autorités locales ont aussi joué un rôle important en octroyant les parcelles sur lesquelles ont été érigés les CCP. En dehors des CCP, les bénéficiaires ont aussi été associés à la validation des autres sites d'implantation des interventions du programme conjoint.

Les organisations de la société civile et les citoyens ont également été impliqués dans ce programme conjoint à travers les organisations paysannes d'agriculteurs et d'éleveurs appuyées dans le cadre de ce programme à travers les filières agricoles développées.

Les comités mis en place pour la prévention et gestion des conflits (CLPD) sont composés en grande partie des membres de la communauté. Les barzas communautaires mis en place sont également des structures à base communautaire, il s'agit d'audiences de règlement des conflits au niveau local. Ces barzas communautaires se tiennent à travers les CLPD mis en place, lesquels sont présidés par le chef de groupement et dont les membres sont issus de toutes les couches sociales de la communauté. Cela permet aussi à l'autorité locale de regagner la confiance de la population à travers un mécanisme de résolution des conflits au niveau local évitant de faire appel aux instances judiciaires, souvent très éloignées et coûteuses.

- Alignement et harmonisation de l'aide

Ce programme conjoint s'est aligné sur les priorités nationales de développement du pays à travers son programme de stabilisation de l'Est de la RDC (STAREC) et à travers son document stratégique de réduction de la pauvreté notamment le DSCR. Le programme s'inscrit également dans le cadre de l'ISSS, stratégie internationale pour la stabilisation et la sécurité à l'est de la RDC. L'ISSS est en soit un cadre d'harmonisation de l'aide internationale.

Les constructions effectuées par le programme conjoint, notamment dans le domaine de la santé, sont faites sur base des plans de développement sectoriels.

Les constructions des marchés et des routes, sont également faites sur base de plans de développement des territoires.

- Mécanismes innovants de responsabilisation réciproque (justifier en quoi ces mécanismes sont innovants)

Le Gouvernement a été pleinement impliqué dans le choix des zones d'intervention du programme et a approuvé le plan de travail annuel.

L'atelier de lancement du Programme conjoint a été présidé par le Ministre provincial du Plan et a vu la pleine participation des organisations de la société civile de la région.

L'identification des besoins et leur priorisation ont été réalisées sur une base participative qui a impliqué les communautés locales avec un accent particulier sur la prise en compte du genre.

La division du genre famille et enfant a été un partenaire dès le début de la mise en place des CCP.

L'IPAPEL a aussi été un partenaire important pour la mise en œuvre, le suivi et l'appropriation du programme. Ainsi un protocole d'accord a été initié avec l'IPAPEL pour la supervision des activités agricoles.

## ***2) Unité d'action***

Les trois agences des Nations Unies impliquées dans la mise en œuvre de ce programme ont été parties prenantes dans toutes les étapes : formulation ; planification ; mise en œuvre à travers le ciblage conjoint des sites et des bénéficiaires ; suivi-évaluation avec des missions conjointes.

Les rapports de suivi ont été faits de manière conjointe par les trois agences qui ont fourni régulièrement leurs contributions pour l'élaboration des rapports trimestriels, annuels.

### III. BONNES PRATIQUES ET LEÇONS APPRISSES

#### A. Principales leçons apprises et des bonnes pratiques

##### *Bonnes Pratiques*

**La stratégie de planification conjointe adoptée par les 3 agences des nations unies** (ciblage des zones, définition et programmation des activités, missions conjointes de suivi, etc.) a permis de développer des actions qui se renforcent mutuellement dans les zones et de répondre aux besoins des communautés d'une manière intégrée.

**Les cadres de concertations mis en place** (comité de pilotage, comité technique de suivi, etc) ont favorisé l'implication et la participation effective de la partie nationale dans l'exécution et le suivi du programme. Les compétences techniques en matière de planification des projets de développement rural des services techniques nationaux ont été renforcées à travers leur participation avec les experts des agences du système des nations unies au processus de planification du projet.

**La mise en place de CCP** a permis aux femmes victimes de violences sexuelles, souvent marginalisées au sein de leur communauté ou de leur famille, d'être rétablie dans leur dignité. Les CCP ont permis aux femmes de recevoir un appui psycho-social et de développer une activité génératrice de revenus. Ainsi une forte diminution de la discrimination et de la stigmatisation à leur égard a été observée. De plus les revenus générés par les femmes, leurs ont permis d'accroître leur autonomie financière et de répondre à certains besoins de leur famille.

**La synergie créée autour de la caisse d'épargne à Bulembo** où les recettes du marché réhabilité, les revenus des jeunes, les revenus des membres des organisations paysannes peuvent être gardés en sécurité au niveau de la caisse. En outre, les membres de la caisse issus de ces différentes catégories socioprofessionnelles peuvent accéder au crédit pour développer leurs activités. Tout ce processus est promu par la radio communautaire qui diffuse des messages pour favoriser cette dynamique.

**La radio communautaire** est un moyen par excellence de promouvoir le changement en milieu rural. La radio a notamment été utilisée pour la diffusion de messages relatifs à la cohabitation pacifique et la cohésion sociale, ainsi que dans le domaine plus général du développement local avec un accent mis sur les aspects genre. C'est ce qu'on peut constater avec l'augmentation sensible des effectifs des filles dans les écoles après les sensibilisations, les débats communautaires, les campagnes sur « l'importance de l'éducation à la jeune fille » et les informations et discussions dans les radios communautaires.

**Les CLPD** mis en place dans le territoire de Beni au niveau de 18 groupements, ont permis une résolution des conflits à un niveau local, incitant les populations à régler à leur niveau dans un cadre participatif.

##### *Leçons Apprises:*

**La complémentarité** des activités consolide les résultats, l'impact obtenu et la visibilité institutionnelle lorsqu'elles sont concentrées dans la même zone.

**Bâtir sur ce qui existe** pour la fiabilité et l'efficacité des résultats. Les communautés appuyées sont aujourd'hui capables d'identifier leurs réels problèmes (goulot d'étranglement), les obstacles à leur promotion socio-économique et sont capables d'initier des actions en vue d'en venir à bout.

**La prise en compte et l'intégration du genre** a permis d'obtenir des engagements des hommes dans les débats communautaires de renforcer le dialogue familial où les garçons et les filles ainsi que leurs mères auront le même traitement. De même, dans toutes les rencontres les femmes commencent à prendre parole et à présider des carrefours pendant les débats.

**Le choix de zones isolées**, bien que justifiée concernant les besoins des populations, à poser de nombreux problèmes pour la mise en œuvre et le suivi des activités.

## **B. Approche innovante de développement résultant de la mise en place du programme conjoint**

Le programme proposé se base sur les analyses multisectorielles développées par chaque agence sur la vulnérabilité et les opportunités de réconciliation et de paix au Nord-Kivu. Il entre dans le cadre d'une programmation conjointe pilote visant à bénéficier des avantages comparatifs de chaque agence et de leurs partenaires pour offrir une intervention complémentaire possédant une unité de temps, d'objectifs, de bénéficiaires et d'action.

## **C. Difficultés majeures rencontrées au cours de l'exécution du programme**

### 1) Difficultés internes au programme conjoint

- Il n'y a pas eu de Mapping global des interventions, c'est à dire qu'il n'y a pas eu une réelle coordination des différentes interventions d'un point de vue géographique. Cela a provoqué un manque de complémentarité des activités réalisées par les différents partenaires. Alors que les activités réalisées par le programme conjoint devaient constituer une unité, on observe une certaine indépendance des différents partenaires prestataires, ce qui ne favorise pas le caractère conjoint pourtant nécessaire pour la bonne pérennisation des acquis de ce programme.
- Il n'y a pas eu de stratégie de communication permettant de faire connaître le programme et les résultats obtenus par le programme ;
- Les lourdeurs des procédures administratives des agences notamment dans le décaissement des fonds ont entraînés des retards dans la mise en œuvre du programme.
- Il faut noter l'existence de quelques activités non encore réalisées ou réalisées partiellement par les partenaires d'exécution. Il était prévu la construction de 3 ponts sur l'axe Beni Mbau-Mbutaba. Deux ouvrages seulement ont été réalisés totalement. Le troisième qui se situe sur la rivière Tuha s'est arrêté au niveau du « remblai des digues d'accès au pont ». Cela est dû à la faible capacité financière du partenaire d'exécution qui n'avait pas des moyens suffisants pour faire face aux imprévus rencontrés lors de la construction.
- Sur l'axe Bwisegha-Gogo-Motolu-Mbimba-Lutakila, le pont en béton construit sur la rivière Lutakila a cédé, suite à de fortes pluies, rien n'est fait jusqu'aujourd'hui pour remédier à cette situation malencontreuse. Encore une fois, l'incapacité financière du prestataire a été manifeste, ce qui ne lui a pas permis de faire face à cet imprévu.

### 2) Difficultés externes au programme conjoint

- L'état de délabrement de la route Beni - Kamango a rendu très difficile les missions de suivi dans cette zone et a ralenti la mise en œuvre du programme ;
- La détérioration des conditions sécuritaires dues à la présence de groupes armés, ont limité l'accès sur certains axes. Cela a ralenti la mise en œuvre du programme dans les zones concernées.
- Retards dans l'organisation des missions conjointes de visite des sites en raison des restrictions sécuritaires (difficulté d'obtenir des escortes militaires de la MONUSCO).

### 3) Principales mesures d'atténuation adoptées pour surmonter ces difficultés

- Le recrutement des animateurs ruraux et leur implication dans le suivi et la mise en œuvre des différentes activités du projet a beaucoup concouru à contourner tous ces aléas pour atteindre les objectifs que le projet s'était assigné. Les 4 animateurs ruraux recrutés pour les différentes

activités du projet ont été présents sur les différents sites du projet au même moment et ont pu assurer le suivi nécessaire pour une réalisation efficiente des actions prévues.

- La présence permanente des partenaires d'exécution au niveau local a permis de mettre en œuvre le programme dans les zones les plus enclavées. De plus ceux-ci, n'ont pas l'obligation de faire recours aux escortes de la MONUSCO pour leurs déplacements, ce qui leur permet d'être beaucoup plus flexibles pour la réalisation de missions.
- L'implication des autorités locales ainsi que des leaders locaux a aussi contribué à la réalisation des activités prévues dans le projet et a facilité une meilleure compréhension en vue d'une éventuelle appropriation du projet. Malgré les multiples difficultés liées à l'exécution des différentes activités du programme, la collaboration aisée avec les autorités locales a permis d'atteindre la quasi-totalité des résultats prévus. On peut citer par exemple l'octroi des terrains pour la construction des Centres communautaires polyvalents, la sensibilisation de la population pour assurer la sécurité des sites d'exécution du projet, la sensibilisation de la population pour contribuer à l'approvisionnement en carburant pour le générateur de la radio Bashu.

## **D. Contribution de la fonction de suivi et d'évaluation :**

### *1) Amélioration de la gestion du programme et l'accomplissement des résultats de développement*

Les actions de suivi régulières et de proximité sur le terrain ont permis d'évaluer au fur et à mesure les avancées du projet, de relever les problèmes et difficultés rencontrés et de proposer des solutions en conséquence.

Des rapports trimestriels ont permis de noter les résultats obtenus par le programme, les retards observés et les ajustements à envisager.

Des contacts réguliers et un renforcement de capacités des partenaires d'exécution du projet ont permis d'améliorer l'efficacité de mise en œuvre du programme.

Des missions de supervisions régulières des experts basés à Goma ont permis de déceler les problèmes liés à la mise en œuvre

### *2) Amélioration de la transparence et de la responsabilisation réciproque*

Durant l'exécution du projet conjoint, la partie nationale s'est beaucoup impliquée dans les activités de suivi-évaluation. C'est notamment le cas à travers le Comité provincial de pilotage et le Comité Technique provincial de suivi mis sur pied afin de s'assurer de la qualité des activités mises en œuvre et des résultats obtenus par le programme.

En outre, il est important de signaler que dans le souci de la transparence et responsabilisation réciproque, le plan de travail de ce programme conjoint a été validé lors du lancement par le ministre provincial du plan. Lors des comités techniques de suivi, les rapports du projet ainsi que les plans de travaux étaient présentés et adoptés par la partie nationale.

Plusieurs missions conjointes de suivi avec la partie gouvernementale ont été initiées pour s'assurer de la mise en œuvre du programme.

### *3) Amélioration des compétences et des processus nationaux de S&E et de collecte de données*

Le souci de suivi-évaluation de la partie nationale a été enrichi par la mise en place de cadres de concertation, de suivi et d'évaluation notamment le comité directeur national, le comité de pilotage



provincial, le comité technique de suivi provincial qui avaient un droit de regard sur les activités menées par les agences des Nations unies impliquées dans le programme conjoint.

#### *4) Importance de l'évaluation de mi-parcours*

L'évaluation à mi-parcours a été d'une grande importance pour le programme conjoint car elle a permis d'identifier les faiblesses constatées et le cas échéant, proposer des solutions voire des orientations utiles dans le sens d'améliorer l'exécution du programme conjoint.

### **E. Contribution des fonctions de communication et de plaidoyer:**

#### *1) Renforcer la durabilité du programme conjoint*

Ce programme conjoint avait pour base la participation et l'appropriation communautaire sans lesquelles aucune pérennité n'est envisageable. De ce fait, la sensibilisation des communautés ciblées par le programme, leur implication et enfin le plaidoyer auprès des autorités locales sur l'importance des activités développées par le programme ont permis de renforcer la durabilité de ce programme conjoint.

Par exemple, les partenaires d'exécution ont mis l'accent sur le flux d'information qui doit circuler entre les parties prenantes dudit programme. Des réunions de chantier entre les bénéficiaires et les prestataires ont été organisées en vue d'échanger des résultats réalisés et des difficultés rencontrées ; débouchant ainsi sur un plaidoyer auprès des autorités locales afin d'apporter des solutions à toute sorte de goulot d'étranglement identifié.

#### *2) opportunités permettant de reproduire le programme conjoint ou l'une de ses composantes, ou les porter à plus grande échelle*

Quelques opportunités pouvant être reproduites à grande échelle identifiées dans ce programme se résument comme suit :

- Les Centres communautaires polyvalents (CCP), lieu d'accueil et de mise en œuvre d'activités psycho-sociales et économiques pour les femmes victimes de violences sexuelles et autres personnes vulnérables de la communauté. Les CCPs permettent à ses membres de recevoir un appui psychologique, et de bénéficier d'activités sociales (alphabétisation, garderie d'enfants). De plus, les femmes sont encadrées pour développer des activités génératrices de revenus et mettre en place des Mutuelles de solidarités.
- L'approche des MUSO. Grâce au système des Mutuelles de Solidarités mises en œuvre dans les CCP, des crédits sont octroyés aux membres des CCP pour leur permettre de redynamiser leurs AGRs et de faire face aux besoins de leurs famille.
- L'approche des radios communautaires, comme moyen de communication communautaire, de sensibilisation à la paix, à la cohabitation pacifique et aux actions de développement s'est avéré très positive. Des évaluations de cette approche ont été réalisées et le PNUD est en train de développer une stratégie d'appui aux radios communautaires afin dupliquer cette approche dans de nouvelles zones du Nord Kivu, ainsi que dans d'autres provinces. Cela permettra également de consolider le travail effectué avec les radios appuyées dans le cadre du programme.
- La sécurisation foncière, dans les zones où l'accès foncier est très limité, est une approche où les propriétaires terriens (autorités coutumières, privés, églises, etc) rendent disponibles leurs terres agricoles en faveur des personnes vulnérables sans terre. L'accès au foncier est sécurisé à travers des contrats de cession de terre permettant l'exploitation des terres agricoles par les activités champêtres pour la durée de vie du projet et d'au moins deux ans après le projet. Ceci permet d'améliorer les conditions de vie des ménages vulnérables.

### 5) *Donner des informations aux bénéficiaires / titulaires de droit*

A travers des ateliers participatifs au démarrage du programme conjoint, les bénéficiaires ont été informés sur les différentes composantes à développer.

Des formations ont été organisées notamment pour l'ancrage institutionnel des CCP et d'un autre côté, les bénéficiaires ont exposé leurs réalisations au cours de la journée du 08 Mars 2011.

Outre ce qui précède, plusieurs séances de sensibilisations ont été organisées en faveur des bénéficiaires pour les informer sur les attentes du programme.

## **F. Compte-rendu sur la possibilité d'étendre le programme conjoint et/ou l'un de ces éléments**

### 1) *Utilisation des résultats obtenus par le programme dans le cadre d'autres programmes ou projets ?*

Une note méthodologique a été élaborée sur le mode opératoire des CCP dans le but d'améliorer les idées initiales relatives à la création de l'espace féminin pour son autonomisation et permettre sa réplique ailleurs. Pour ce faire, deux ateliers ont été organisés avec tous les partenaires impliqués dans le programme à Goma et à Bukavu; ladite note méthodologique a été validée au cours de l'atelier tenu à Goma en 2011. En outre, 02 ateliers ont été tenus (l'un à Bukavu et l'autre à Goma) pour doter les CCP d'un Statut juridique leur permettant une reconnaissance légale par l'Etat, ce statut devrait être validé prochainement. Entre temps, un plan d'accompagnement des CCP a été élaboré. Ce plan d'accompagnement a été élaboré à partir de plusieurs études réalisées sur des domaines particuliers et à partir de missions d'évaluations réalisées dans chaque CCP. Ce plan nécessite une mobilisation des ressources en vue d'un renforcement économique des Centres communautaires polyvalents. Trois CCP ont été implantés dans la province du Sud Kivu dans les territoires de Walungu et Kalehe. Ces initiatives découlent de l'expérience pilote dans le territoire de Beni. Deux missions sont venues du Sud Kivu pour apprendre du programme conjoint afin de répliquer cette expérience.

Une stratégie d'appui aux radios communautaires est en train d'être finalisée afin de dupliquer cette expérience dans d'autres zones du Nord Kivu et dans d'autres provinces. D'ores et déjà plusieurs projets du PNUD au Nord Kivu prévoient l'installation de radios communautaires et utilisent les bonnes pratiques et leçons apprises de l'expérience du programme conjoint.

Les principes de la sécurisation foncière sont en train d'être reproduits dans la Province du Maniema dans le cadre d'un projet qui a démarré à la fin de l'année 2011. A travers le projet conjoint MDG FUND, dans les zones où la population avait des problèmes d'accès à la terre comme à Mayangos où la population allait cultiver dans le parc des Virunga, cette problématique a trouvé une solution. Les propriétaires terriens ont été sensibilisés pour concéder des espaces de terre que la population a pu utiliser pour les cultures vivrières. Cela a permis de prévenir des conflits avec le parc, tout en améliorant les conditions de vie de cette population qui a tiré des bénéfices considérables grâce à l'augmentation de leurs récoltes.

### 2) *Stratégies de retrait et durabilité du programme conjoint*

Quelques stratégies ont été développées pour le retrait du programme conjoint dans le but d'assurer la durabilité des acquis du programme conjoint, il s'agit de :

- Les organisations paysannes (OP) structurées et mises en place ont été formées dans la production (vivrière et maraichère) d'une manière à assurer la pérennisation des bonnes pratiques agricoles apprises à travers le programme. Au courant de la dernière campagne agricole (2012 A), les OP ont utilisés les semences produites la saison précédente (2011 B).
- Des unités de transformation, activités génératrices de revenus sont mises à disposition des OP pour assurer leur durabilité. Il est important de souligner que ces OP ont été bien formées quant à la gestion financière, la gestion opérationnelle de ces unités, la rentabilité, etc.
- Au niveau des groupes d'écoute ou noyaux d'alliance communautaire, des activités génératrices de revenu ont été mises en place afin de garantir l'autonomisation et la durabilité de ces groupes d'écoute.
- Les radios communautaires, surtout la radio Bashu ont reçu un appui en AGR pour leur permettre de subvenir à leurs besoins de fonctionnement et assurer leur durabilité.
- Pour garantir aux CCP une pérennité, une étude de rentabilité des AGR est en cours. Elle a pour objectifs d'identifier les filières porteuses à mettre en œuvre en vue d'apporter des solutions aux goulots d'étranglement qui bloqueraient l'évolution de cette réinsertion socioéconomique des personnes vulnérables. Pour y arriver, d'autres études ont été menées pour identifier en vue d'améliorer le rendement des activités mises en œuvre par le programme, il s'agit de :
  - proposition d'un plan d'accompagnement des centres communautaires polyvalents ;
  - proposition du régime juridique des centres communautaires polyvalents ;
  - étude sur les changements de comportements dans la promotion effective de l'égalité de genre par le projet conjoint ;
  - étude de cas sur les bonnes pratiques et leçons apprises en matière de construction de la paix et la prévention des conflits ;
  - étude sur les Mutuelles de solidarité, lutte contre la pauvreté et inclusion financière.

#### IV. SITUATION FINANCIERE DU PROGRAMME CONJOINT

##### A. Fournir un état financier final du programme conjoint dans les catégories suivantes :

DESIGNATION	PNUD	FAO	UNICEF	Total
1. Budget total approuvé	1 620 000	1 200 000	1 200 000	4 020 000
2. Budget total versé	1 581 119	1 200 000	1 200 000	3 981 119
3. Budget total engagé	104 673			104 673
4. Budget total décaissé	1 514 986	1 198 265	1 120 899	3 834 150

##### B. Expliquer tout solde débiteur ou tout écart avec le budget d'origine

Le GSM PNUD n'est pas encore prélevé

#### V. AUTRES COMMENTAIRES ET/OU INFORMATION COMPLEMENTAIRE

#### VI. CERTIFICATION DE LA FERMETURE DU PROJET

Par leurs signatures, les Agences des Nations Unies Participantes (ANUP) certifient que le projet a été achevé sur le plan opérationnel.

ANUP	NOM	TITRE	SIGNATURE	DATE

#### VII. ANNEXES

Annexe - Cadre du Suivi du Programme Conjoint

Résultats Attendus	Indicateurs with baselines & indicative timeframe	Sources de Vérification	Méthodes de collecte Avec fréquence et time frame indicat	Responsables	Valeur en fin de projet
<i>Les conflits intra et intercommunautaires sont réduites et résolus pacifiquement</i>	Election du Comité de la Société Civile de Béni	Existence d'un comité élu	Mission de suivi	PNUD	
	Nombre des comités/mécanismes de gestion de conflit (au moins une par zone de retour)	Existence des mécanismes de gestion des conflits	Suivi mensuel Participation des animateurs aux réunions	PNUD	19 CLPD mis en place
	Nombres de femmes formés dans la prévention, résolution et gestion pacifiques des conflits	Nombres de femmes formés	Suivi mensuel	PNUD	
	Nombres de campagnes de sensibilisation sur la cohabitation pacifique (au moins une par zone de retour)	Nombre de campagnes de sensibilisation	Suivi mensuel	PNUD	
	Nombre de radios communautaires installés ou appuyés et opérationnelles (au moins deux)	Nombre de radios fonctionnelles	Suivi mensuel Ecoute des émissions	PNUD	3 radios fonctionnelles
	Nombre d'enseignants formés sur l'éducation civique	Nombre d'enseignants formés	Suivi mensuel	PNUD	
<i>Les communautés retournées, relocalisées et d'accueil ont des opportunités de réinsertion économique</i>	Nombres de retournées et membres des communautés absorbés dans des activités d'encadrement pour l'emploi et l'auto emploi	nombre de retournés et membres des communautés absorbés dans des projets	Suivi mensuel	PNUD	740 au sein des CCP
	Nombre de marchés réhabilités	nombre de marchés réhabilités	Suivi mensuel de	PNUD	3 marchés fonctionnels
	Quantité des circuits de commercialisation améliorés	Rapports de partenaires Registres visuels	Suivi semestriel et évaluation finale du programme	FAO	
<i>Les services sociaux de base ont augmenté leurs prestations aux populations retournées et d'accueil</i>	% d'augmentation du taux de scolarité	Document suivi et évaluation	Inscriptions scolaires No des enfants retournés	UNICEF	
	Proportion élèves/classe Elèves/enseignant	Document suivi et évaluation	Analyse inscriptions scolaires	UNICEF	
	Nb de personnes ayant accès aux sources d'eau propre	Rapport enquête	Enquête	UNICEF	
	% de réduction de taux de mortalité par malaria	Rapport des partenaires	Suivi dans les centres médicaux	UNICEF	
	% de réduction de taux de mortalité infantile	Rapport des partenaires	Suivi dans les centres médicaux	UNICEF	
	% de réduction de taux de mortalité Maternelle	Rapport des partenaires	Suivi dans les centres médicaux	UNICEF	
	% d'augmentation de taux des consultations médicales effectives	Rapport des partenaires	Suivi dans les centres médicaux	UNICEF	
	taux de perception favorable aux pratiques d'hygiène	Rapport d'enquête	Sondage d'opinion	UNICEF	
	% de réduction du taux de maladies associés à la mauvaise hygiène	Rapport des partenaires	Suivi dans les centres médicaux	UNICEF	

## Annexe: SUCCESS STORY D'UNE BENEFICIAIRE A ISALE-BULAMBO

Kavira Jeanne, vit à Isale-Bulambo, chefferie de Bashu Territoire de Beni, dans le la Province du Nord Kivu, en RDC. Agée de 46 ans, elle a un ménage de 7 enfants (2 filles et 5 garçons), dont 6 scolarisés. Le premier enfant âgé de 21 ans et le dernier, 11 ans. Elle est veuve depuis 1998 et par conséquent prend seule en charge son ménage.

Kavira Jeanne vit dans une zone qui a connu des guerres en répétition. Toute la population de sa contrée a été plus d'une fois en déplacement, en 2005, en 2009 et en 2010. Ces guerres ont entraîné la perte de ses biens (5 chèvres, 4 lapins, autres matériels de ménages et des récoltes au champ ont péri). Son revenu agricole a donc sensiblement baissé. Maintenant, elle est retournée dans son village parce qu'elle trouve que la sécurité y est rétabli. Elle a repris ses activités champêtres.



*Ms.Sara Ferrer, représentante du MDG Fund en visite d'évaluation mi-parcours du projet MDG Fund (Juillet 2011) échange avec Kavira Jeanne, quelques membres de son groupe et techniciens agronomes dans un champ de maïs*

Kavira Jeanne vit des activités de champ qui l'aide à reconstituer son revenu. Actuellement, elle s'est associée à un groupe de retournés de sa localité, appuyé par MDG-F au travers la FAO et l'organisation locale CARITAS BUTEMBO-BENI. Elle a déjà bénéficié d'un appui en intrants agricoles (semences vivrières, et outils agricoles) et d'un appui technique des agronomes qui l'aident à améliorer sa production.

Kavira Jeanne déclare que, dans son milieu, les cultures vivrières conduites régulièrement sont le maïs, le haricot, l'arachide, le riz, le manioc. Elle reconnaît également la baisse de production et de rendement qu'elle avait toujours enregistré avant l'accompagnement technique. Maintenant, elle confirme avec tous les membres de son groupe que, l'appui en encadrement technique organisé par la FAO et la CARITAS BUTEMBO-BENI, est entrain de les aider à accroître considérablement la production de maïs dans leur milieu.

Kavira Jeanne a reçu la parcelle de terre qu'elle a travaillé pendant la durée du projet (environ 30 mois) d'une façon gratuite, sans payer aucune location ou redevance coutumière. Pendant ce temps, elle a reçu un encadrement individualisé dans sa parcelle de la part des agronomes de la FAO, CARITAS et l'IPAPEL, ainsi que des intrants agricoles (semences de base, outils agricoles) pour pouvoir emblaver son champ.

La parcelle qu'elle a reçu a 20 ares, et les agronomes l'apprennent des techniques qu'elle n'avait jamais utilisé, comme la rotation de cultures (la moitié de la parcelle occupée par des céréales comme le riz ou le maïs et l'autre moitié des légumineuses comme l'haricot ou le soja ou l'arachide), le semis en ligne avec un rayonneur, l'entretien de son champ (dans la zone on ne faisait pas le sarclage), et la production et conservation de ses propres semences.

Pendant le temps du projet, Kavira Jeanne a appris des bonnes pratiques agricoles qui lui ont permis d'améliorer la production de son champ. Après la récolte, elle dédiait une quantité de la production à l'alimentation de sa famille, et aussi vendait une partie pour payer des frais courants de son foyer, comme les frais de santé ou les frais scolaire de ses enfants.



Kavira Jeanne a assisté à l'évaluation de la récolte de son champ, elle-même a pu peser une partie de la récolte pour se convaincre de l'amélioration de la production de son champ comme conséquence des bonnes pratiques qu'elle a mis en place avec l'appui des agronomes.

En plus de cela, Kavira Jeanne est membre maintenant d'un group de producteurs dans la zone d'Isale, qui exploitent une ferme de plus de 50 hectares qui n'était pas exploitée auparavant. Son groupe est déjà en train d'être appuyé dans le renforcement des capacités pour apprendre à gérer une petite caisse, des infrastructures communes, pour assurer la représentativité des femmes dans la prise des décisions, et pour devenir officiellement une organisation paysanne. La FAO a installé un moulin de maïs pour pouvoir moudre le maïs que Kavira Jeanne et le reste des membres de son groupement ont produit.

Pour faciliter le transport, qui est très difficile dans cette zone d'Isale, la FAO a distribué à ces groupements de producteurs des vélos, qui devront être gérés d'une façon communautaire au sein du groupe.